

# Didier Quentin

Charente-Maritime (5<sup>ème</sup> circonscription)

## **Mandat(s)**

Élu le 20 juin 2012; date de début de mandat : le 20 juin 2012 (Élections générales)

## **Groupe(s)**

Membre du groupe politique Les Républicains [2 juin 2015]

## NOMINATIONS

### **Commissions**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. 28 juin 2012 - J.O. 1<sup>er</sup> octobre 2013]

Membre de la commission des affaires européennes [J.O. 5 juillet 2012]

Rapporteur de la proposition de loi visant à encadrer les grands passages et à simplifier la mise en oeuvre de la procédure d'évacuation forcée ([n°330](#)) le 15 novembre 2012

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France le 16 mai 2013 [J.O. 17 mai 2013]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. 1<sup>er</sup> octobre 2013 - J.O. 1<sup>er</sup> juillet 2014]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. 1<sup>er</sup> juillet 2014 - J.O. 3 juillet 2014]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. 3 juillet 2014]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie ([n°1180](#)) le 29 octobre 2014

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie ([n°1181](#)) le 29 octobre 2014

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie ([n°1181](#)) le 29 octobre 2014

Membre de la mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie [J.O. 7 novembre 2014]

Co-rapporteurDiplomatie et défense des frontières maritimes de la France [4 mars 2015]

### **Délégations et offices**

Vice-Président de la délégation aux outre-mer [J.O. 26 juillet 2012]

### **Groupes d'amitié**

Vice-Président du groupe d'amitié France-Japon [24 octobre 2012]

Vice-Président du groupe d'amitié France-Québec [11 décembre 2012]

### **Organes extra-parlementaires**

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. 4 septembre 2012]

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. 5 octobre 2012]

Membre titulaire de la commission nationale de l'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer [J.O. 12 octobre 2012]

## DÉPÔTS

Proposition de loi [n°330](#) visant à encadrer les grands passages et à simplifier la mise en oeuvre de la procédure d'évacuation forcée [24 octobre 2012]

Rapport déposé au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Didier Quentin, Charles de La Verpillière et Jacques Lamblin et plusieurs de leurs collègues visant à encadrer les grands passages et à simplifier la mise en oeuvre de la procédure d'évacuation forcée (330) [28 novembre 2012] ([n°461](#))

Rapport d'information [n°670](#) déposé par la commission des affaires européennes portant observations sur le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [5 février 2013]

Rapport d'information [n°822](#) déposé par la commission des affaires européennes sur la réforme de la politique commune de la pêche [19 mars 2013]

Rapport d'information [n°988](#) déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en conclusion des travaux d'une mission d'information relative à la mesure statistique des délinquances et de leurs conséquences [24 avril 2013]

Rapport d'information [n°1201](#) déposé par la commission des affaires européennes sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire [26 juin 2013]

Rapport d'information [n°1387](#) déposé par la commission des affaires européennes sur l'intégration des populations roms [18 septembre 2013]

Rapport d'information [n°1665](#) déposé par la commission des affaires européennes sur les progrès de l'union bancaire et de l'intégration économique au sein de l'Union économique et monétaire [18 décembre 2013]

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur: - le projet de loi , adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie (n°1180) - le projet de loi , adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie (n°1181) [11 février 2015] ([n°2561](#))

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi , adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie (n°1181) [11 février 2015] ([n°2582](#))

## INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

### QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

[Enseignement maternel et primaire. Rythmes scolaires. Aménagement. perspectives](#)  
[16 janvier 2013] (p. 14)

[Agriculture. PAC. Programme européen d'aide au plus démunis. perspectives](#)  
[13 février 2013] (p. 1622)

[Nationalité. Conditions d'accès. Réglementation](#) [18 septembre 2013] (p. 8984)

[Étrangers. Demandeurs d'asile. Régularisation. perspectives](#) [14 novembre 2013] (p. 11409)

[Union européenne. Politiques communautaires. Espace Schengen. perspectives](#)  
[26 juin 2014] (p. 4686)

[Politiques communautaires. Politique économique. Investissements. plan de relance. pertinence](#)  
[18 décembre 2014] (p. 10308)

[Politiques communautaires. Accords de Schengen. Système d'information. actualisation. perspectives](#)  
[12 février 2015] (p. 1369)

## QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

[n°23](#), posée le 20 novembre 2012. Tourisme et loisirs. Camping-caravaning. Propriétés privées. réglementation. Oléron (J.O. Questions p. 6510). Appelée le 28 novembre 2012 (p. 5768)

[n°436](#), posée le 26 novembre 2013. Mer et littoral. Protection. Aires marines protégées. estuaire de la Gironde (J.O. Questions p. 12174). Appelée le 4 décembre 2013 (p. 12558)

[n°594](#), posée le 1<sup>er</sup> avril 2014. Aquaculture et pêche professionnelle. Ostréiculture. Huîtres. surmortalité. aides de l'État. Marennes-Oléron (J.O. Questions p. 2871). Appelée le 7 mai 2014 (p. 2841)

[n°805](#), posée le 25 novembre 2014. Santé. Établissements. Maternité. Royan. fermeture. conséquences (J.O. Questions p. 9673). Appelée le 3 décembre 2014 (p. 9482)

[n°961](#), posée le 17 mars 2015. Sécurité publique. Gendarmerie et police. Circonscription de sécurité publique. Royan. moyens (J.O. Questions p. 1818). Appelée le 25 mars 2015 (p. 3057)

## DÉBATS

(à compter du 26 juin 2012 et jusqu'au 19 juillet 2013)

Outre-mer : régulation économique

(Loi 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer)

1ère lecture

### AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [9 octobre 2012]

*Son rappel au règlement* ([p.3451](#))

*Son intervention* ([p.3461](#))

Budget : loi de finances 2013

(Loi 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013)

## 1ère lecture

Projet de loi de finances n° 235 pour 2013

### **DISCUSSION DES ARTICLES [5 novembre 2012];[6 novembre 2012]**

#### **Deuxième partie**

Son intervention ([p.4606](#))

#### **Mission Outre-mer**

Son intervention ([p.4764](#))

[Collectivités territoriales : grands passages  
et procédure d'évacuation forcée](#)

## 1ère lecture

Proposition de loi n° 330 visant à encadrer les grands passages et à simplifier la mise en oeuvre de la procédure d'évacuation forcée

### **AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [6 décembre 2012]**

Son intervention ([p.6260](#))

Son intervention ([p.6272](#))

### **DISCUSSION DES ARTICLES [6 décembre 2012]**

Après l'article 1er

Son intervention sur l'amendement 1 ([p.6274](#))

Son intervention sur l'amendement 13 ([p.6275](#))

Après l'article 5

Son intervention sur l'amendement 2 ([p.6275](#))

Article 6

Son intervention sur l'amendement 3 ([p.6276](#))

Article 8

Son intervention sur l'amendement 4 ([p.6277](#))